

RCS : CAEN Code greffe : 1402

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CAEN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2001 B 00649 Numéro SIREN : 440 283 752 Nom ou dénomination : C.S.F.
--

Ce dépôt a été enregistré le 12/08/2019 sous le numéro de dépôt 6774

Greffe du tribunal de commerce de CAEN



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 12/08/2019

Numéro de dépôt : 2019/6774

Déposant :

Nom/dénomination : C.S.F.

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 440 283 752

N° gestion : 2001 B 00649



C.S.F.

SAS au capital de 100.347.710 euros
Siège social : MONDEVILLE (14120) – Z.I. Route de Paris
440 283 752 RCS CAEN

DECISIONS DES ASSOCIES EN DATE DU 28 JUIN 2019

AFFECTATION DU RESULTAT

TROISIEME DECISION

Les associés, approuvant la proposition du président, décident d'affecter la perte nette comptable de l'exercice social clos le 31 décembre 2018, soit – **51.456.641,13 euros**, au poste « Report à Nouveau », dont le solde devient ainsi débiteur à hauteur du même montant.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, les associés prennent acte de ce qu'il leur a été rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ainsi que les revenus éligibles et non éligibles à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du code général des impôts, ont été, par action, les suivants :

Exercice	Dividende distribué	Revenu éligible à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du CGI	Revenu non éligible à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du CGI
2015	5,62 €	5,62 €	/
2016	4,97 €	4,97 €	/
2017	1,32 €	1,32 €	/

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

POUR COPIE CONFORME





KPMG AUDIT ID
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

C.S.F. S.A.S.

**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2018
C.S.F. S.A.S.
ZI route de Paris - 14120 Mondeville
Ce rapport contient 37 pages
Référence : CBD-192-166

KPMG Audit ID,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société par actions simplifiée
inscrite à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG Audit ID
Tour Eqho - 2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 200 000 €
Code APE 8920Z - RCS Nanterre
N° Siret : 512 802 489 00025
TVA Union Européenne
FR 89 51 28 02 489





KPMG AUDIT ID
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

C.S.F. S.A.S.

Siège social : ZI route de Paris - 14120 Mondeville
Capital social : € 100 347 710

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A la collectivité des Associés de la société C.S.F. S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société C.S.F. S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

KPMG Audit ID,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société par actions simplifiée
inscrite à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG Audit ID
Tour Eqho - 2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 200 000 €
Code APE 6920Z - RCS Nanterre
N° Siret : 512 802 489 00025
TVA Union Européenne
FR 89 51 28 02 489



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Votre société comptabilise des dépréciations d'actifs sur les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les titres de participations, les stocks et les créances clients, selon les modalités décrites dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux Associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 26 juin 2019

KPMG Audit ID



Caroline Bruno-Diaz
Associée



Adrien Johnner
Associé

COMPTES ANNUELS

SAS CSF
EXERCICE CLOS LE 31/12/2018



SOMMAIRE

I.	COMPTES ANNUELS	4
1.	BILAN AU 31/12/2018.....	4
1.1.	BILAN ACTIF.....	4
1.2.	BILAN PASSIF.....	5
2.	COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2018	6
II.	ANNEXE COMPTABLE.....	8
1.	DEROGATIONS AUX PRESCRIPTIONS COMPTABLES.....	8
2.	EVENEMENTS CARACTERISTIQUES.....	9
2.1.	Evénements significatifs de l'exercice	9
2.2.	Evénements importants postérieurs à la clôture	9
3.	REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	9
4.	BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	15
4.1.	ACTIF.....	15
4.1.1.	Immobilisations incorporelles.....	15
4.1.2.	Immobilisations corporelles et financières	16
4.1.3.	Amortissements des immobilisations incorporelles	16
4.1.4.	Amortissements des immobilisations corporelles	17
4.1.5.	Malis Techniques	17
4.1.6.	Stocks d'immobilisations.....	17
4.1.7.	Etat des échéances et des créances	18
4.1.8.	Produits à recevoir	18
4.2.	PASSIF	19
4.2.1.	Capital Social	19
4.2.2.	Variation des capitaux propres	19
4.2.3.	Détail des provisions par nature	20
4.2.4.	Etat des échéances des dettes.....	21
4.2.5.	Charges à payer.....	21
4.2.6.	Charges et produits constatés d'avance.....	22
4.3.	RESULTAT.....	23
4.3.1.	Ventilation du chiffre d'affaires.....	23
4.3.2.	Produits et charges exceptionnels	24



4.3.3.	Participation des salariés	25
4.3.4.	Impôt sur les bénéfices	25
5.	AUTRES INFORMATIONS	26
5.1.	DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES	26
5.2.	IMMOBILISATIONS EN CREDIT BAIL.....	26
5.3.	ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT	27
5.4.	INCIDENCES DES DISPOSITIONS FISCALES SUR LE RESULTAT	28
5.5.	VENTILATION DE L'EFFECTIF	28
5.6.	ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	29
5.6.1.	Les engagements liés à la responsabilité d'associé	29
5.6.2.	Les engagements donnés et les engagements reçus	30
5.7.	IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE	31
5.8.	INTEGRATION FISCALE	31
5.9.	TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS	31

COMPTES ANNUELS

1. BILAN AU 31/12/2018

1.1. BILAN ACTIF

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2018	Net 31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	91 367	91 367		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	52 283	1 987	50 297	47 183
Fonds commercial	392 932 844	131 455 424	261 477 421	309 351 375
Autres immobilisations incorporelles	90 973 206	82 222 564	8 750 642	11 088 088
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				20
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	11 192 636		11 192 636	11 192 636
Constructions	1 419 699 255	977 957 728	441 741 527	436 261 852
Installations techniques, mat. et outillage	700 111 756	537 946 066	162 165 691	184 889 317
Autres immobilisations corporelles	95 567 106	83 407 108	12 159 998	17 284 418
Immobilisations en cours	40 938 384		40 938 384	48 870 629
Avances et acomptes	820 887		820 887	4 902 364
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	82 289 833	29 553 148	52 736 685	42 666 876
Créances rattachées à des participations	1 687 786	32 973	1 654 813	1 112 384
Autres titres immobilisés	42 629	42 475	154	2 080 154
Prêts	218 752		218 752	223 721
Autres immobilisations financières	6 576 487		6 576 487	6 380 963
ACTIF IMMOBILISE	2 843 195 211	1 842 710 839	1 000 484 372	1 076 351 979
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	656 667 587	17 186 971	639 480 616	707 367 493
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 256 355 098	67 988 238	1 188 366 860	1 254 444 523
Autres créances	855 496 154	4 026 315	851 469 839	1 008 280 442
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	64 568 490		64 568 490	112 753 451
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	48 070 080		48 070 080	42 271 627
ACTIF CIRCULANT	2 881 157 409	89 201 524	2 791 955 885	3 125 117 535
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	5 724 352 620	1 931 912 363	3 792 440 257	4 201 469 514

1.2. BILAN PASSIF

Rubriques	Exercice au 31/12/2018	Exercice au 31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé : 100 347 710)	100 347 710	100 347 710
Primes d'émission, de fusion, d'apport	265 234 999	265 663 374
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	10 034 771	10 034 771
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	197 009	189 734
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-51 456 642	26 499 070
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	86 108 935	84 479 498
CAPITAUX PROPRES	410 466 782	487 214 157
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	52 306 191	55 221 137
Provisions pour charges	142 404 618	105 038 291
PROVISIONS	194 710 808	160 259 428
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 103 845	1 959 260
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	13 239 225	13 109 174
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	13 779	858 209
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 683 465 930	3 063 987 737
Dettes fiscales et sociales	303 787 501	286 116 764
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	45 820 245	46 714 888
Autres dettes	138 932 019	140 768 956
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	846 890	480 941
DETTES	3 187 209 434	3 553 995 929
Ecart de conversion passif	53 232	
TOTAL GENERAL	3 792 440 257	4 201 469 514

2. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2018

	France	Exportation	Exercice au 31/12/2018	Exercice au 31/12/2017
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	22 136 974 0 12	69 169 826	22 206 143 838	22 287 864 051
Ventes de marchandises	21 165 283 538	69 169 826	21 234 453 364	21 284 775 702
Production vendue de biens	789 715 224		789 715 224	832 538 959
Production vendue de services	181 975 250		181 975 250	170 549 391
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION			22 390 349 974	22 439 550 335
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			95 435 463	66 461 666
Autres produits			88 770 674	85 224 618
CHARGES D'EXPLOITATION			22 382 627 544	22 406 979 049
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			19 810 235 516	19 833 000 586
Variation de stock (marchandises)			69 859 193	95 192 313
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 316 517 623	1 303 921 828
Impôts, taxes et versements assimilés			84 066 141	87 814 525
Salaires et traitements			562 024 078	586 418 373
Charges sociales			290 416 925	270 911 008
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			135 344 756	146 787 257
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				33 053
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			52 526 811	44 874 518
Dotations aux provisions			39 143 863	21 370 591
Autres charges			22 492 637	16 654 996
RESULTAT D'EXPLOITATION			7 722 430	32 571 286
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			9 585 939	4 601 178
Produits financiers de participations			400 306	650 192
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			13 062	3 625
Autres intérêts et produits assimilés			4 181 226	1 886 315
Reprises sur provisions et transferts de charges			4 991 345	2 061 046
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			7 710 213	16 348 918
Dotations financières aux amortissements et provisions			7 603 929	13 338 458
Intérêts et charges assimilées			106 285	3 010 460
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			1 875 725	-11 747 740
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			9 598 156	20 823 546



Annexe comptable au 31/12/2018

PRODUITS EXCEPTIONNELS	35 857 811	48 697 954
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	8 958 543	75 107
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 349 365	26 633 566
Reprises sur provisions et transferts de charges	22 549 903	21 989 280
CHARGES EXCEPTIONNELLES	135 956 553	84 599 434
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	18 057 617	5 405 172
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 162 845	35 452 928
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	110 736 090	43 741 335
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-100 098 742	-35 901 480
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	497 601	4 895 493
Impôts sur les bénéfices	-39 541 546	-46 472 498
TOTAL DES PRODUITS	22 435 793 724	22 492 849 467
TOTAL DES CHARGES	22 487 250 366	22 466 350 396
BENEFICE OU PERTE	-51 456 642	26 499 070

ANNEXE COMPTABLE

1. DEROGATIONS AUX PRESCRIPTIONS COMPTABLES

Modifications affectant les méthodes d'évaluation et la présentation des comptes

Aucune dérogation significative aux prescriptions comptables.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



A handwritten signature in black ink.

2. EVENEMENTS CARACTERISTIQUES

2.1. Evénements significatifs de l'exercice

Dans le cadre du plan de transformation initié par le Groupe Carrefour en janvier 2018, la société a mis en place sur l'exercice un Plan de départ volontaire. Les impacts de ce plan sont enregistrés dans le résultat exceptionnel et les coûts non encore engagés à la clôture de l'exercice ont fait l'objet d'une provision pour charges.

La société CSF a absorbé deux sociétés par voie de Transmission Universelle de Patrimoine.

Ces opérations ont été réalisées sans rétroactivité comptable.

2.2. Evénements importants postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est survenu au cours de l'exercice 2018.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice sont établis en conformité avec les règles comptables définies dans le règlement ANC n° 2014-03, n° 2015-06 et n° 2016-07.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices.

PRINCIPES GENERAUX

- Immobilisations incorporelles



A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'A' or 'D'.

Les immobilisations, qualifiées d'immobilisations incorporelles qui sont à durée d'utilité définie, sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue.

Les logiciels acquis avant le 1^{er} janvier 2017 sont amortis sur une durée économique de 3 à 4 ans. Fiscalement, ils sont amortis sur 12 mois par un amortissement dérogatoire.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilisation est **non** limitée sont soumises à un test de dépréciation annuel :

Fonds de commerce de détail : La valeur des fonds est déterminée par une valorisation d'expert ou selon une valeur de marché résultant d'une approche Best in Class fondée sur l'activité, la rentabilité et d'un seuil plancher équivalent à 1 mois de Chiffre d'affaires BIC.

Une provision est constituée si la valeur de marché ainsi déterminée est inférieure à la valeur nette comptable du groupe d'actifs composant ce fonds de commerce.

Les dotations aux provisions pour dépréciations comptabilisées à la clôture de l'exercice sont de : **48 457 440** euros.

La provision pour dépréciation est imputée en priorité sur les malis, sur les fonds et en dernier lieu sur les actifs corporels composant les fonds.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie économique probable, soit en mode linéaire, soit en mode dégressif, selon le plan d'amortissement suivant.

- Constructions : 40 ans.
- Agencements et aménagements de construction : 8 à 20 ans.
- Installations techniques, matériel et outillage : 4 à 10 ans.
- Matériel de transport : 5 ans.
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.
- Mobilier de bureau : 5 à 10 ans.

La différence entre la dotation dégressive et la dotation linéaire est traitée en amortissement dérogatoire.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, l'amortissement est éventuellement complété d'une provision pour dépréciation si la valeur actuelle s'avère inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur des fonds est déterminée selon une valeur de marché résultant d'une approche Best in Class fondée sur l'activité, la rentabilité et d'un seuil plancher équivalent à 1 mois de Chiffre d'affaires BIC.

Une provision est constituée si la valeur de marché ainsi déterminée est inférieure à la valeur comptable du groupe d'actifs composant ce fonds de commerce par imputation en priorité sur les malis, sur les fonds et en dernier lieu sur les actifs corporels composant ce fonds.

Les dotations aux provisions comptabilisées à la clôture de l'exercice sont de : **10 613 921** euros.

- **Participations, autres titres immobilisés**

La valeur brute correspond au coût d'acquisition hors frais accessoires.

Ces actifs sont dépréciés au regard de la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée sur la base de prévisions raisonnables d'exploitation.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- **Malis Techniques**

Les malis techniques ont été reclassés selon la nature de l'actif sous-jacent, soit en immobilisations incorporelles, corporelles ou financières à compter du 1^{er} janvier 2016.

- **Stocks de marchandises**

Les stocks des activités « grossistes » sont valorisés selon la méthode du Prix de Revient Moyen Pondéré.

Les stocks des activités de « détail » sont valorisés selon la méthode du Prix de Revient Moyen Pondéré s'ils proviennent de la Supply Chain et au dernier Prix de Revient facturé pour les autres stocks.

La valeur d'inventaire représente le prix d'achat net de ristournes contractuelles ou exceptionnelles et les frais accessoires.

Les emballages récupérables sont compris dans les stocks.



A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'A' or similar character.

Une provision pour démarque inconnue est constituée pour la période transitoire entre la date d'inventaire et la date de clôture pour les stocks des activités de « détails ».

Pour les stocks des activités « grossistes », la démarque inconnue est comptabilisée en temps réel du fait de l'inventaire permanent.

Une provision est constituée lorsque le prix de vente probable devient inférieur à la valeur d'inventaire.

La provision pour dépréciation des stocks comptabilisée à la clôture de l'exercice est de **17 186 971** euros.

- **Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée selon les critères d'antériorité et/ou de situation du débiteur.

- **Achats consommés**

Les frais accessoires d'achats (frais de transport, ...) sont comptabilisés en achats consommés.

- **Parties liées**

Au cours de l'exercice, il n'est intervenu aucune transaction significative non conclue à des conditions normales de marché avec des parties liées.

- **Provisions réglementées**

Les provisions réglementées sont constituées selon les règles fiscales en vigueur.

- **Provisions pour risques et charges**

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

- **Les indemnités de départ à la retraite et les médailles du travail**

Une indemnité de fin de carrière est versée aux salariés partant à la retraite.

Les engagements correspondant aux droits acquis par le personnel à la clôture s'élèvent à **93 043 362** euros et peuvent être couverts par des contrats d'assurance souscrits auprès d'organismes extérieurs. Lorsque ces contrats sont inférieurs au montant total de l'engagement, une provision correspondant à cet écart est comptabilisée au passif du bilan soit **93 043 362** euros.

Le montant de l'engagement se décompose en :

- **83 214 457** euros au titre des engagements de retraite ;
- **9 828 905** euros au titre de la médaille du travail.

L'engagement est calculé annuellement par un actuaire, selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : **1.60 %**
- Taux d'évolution des salaires : **2.05 %**
- Taux de charges sociales : **45 %**

L'hypothèse de calcul retenue est basée sur :

- Un départ à l'initiative du salarié ;
- L'âge de départ à la retraite :
 - Pour les cadres, à l'âge minimum légal de départ en retraite ;
 - Pour les agents de maîtrise et employés : 61.5 ans pour ceux nés avant 1961 et 62 ans pour les autres.

- **Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi**

Dans la continuité des exercices précédents, et pour renforcer sa compétitivité, Carrefour a poursuivi sur l'exercice ses efforts en terme :

- d'investissements ;
- de recrutements, de formations de ses collaborateurs dans ses points de vente et fonctions de supports.

Le montant du crédit d'impôt Compétitivité Emploi pour l'exercice 2018 s'élève à **28 870 231** euros. Il est présenté au crédit de la ligne « impôt sur les bénéfices » dans le compte de résultat de la société.

- **Informations en matière de crédit-bail immobilier**

Les redevances restant à payer ainsi que le prix d'achat résiduel sont :

- Indexés sur la base du dernier indice appliqué par l'établissement prêteur ;
- Actualisés sur la base des taux d'actualisation dépendant de l'année de commencement de contrat.

Lorsque plusieurs dates d'option sont prévues au contrat, le montant des redevances et du prix d'achat restant à payer sont déterminés en fonction de la première date d'option.

4. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Sauf indications contraires, les valeurs mentionnées ci-après sont exprimées en euros.

4.1. ACTIF

4.1.1. Immobilisations incorporelles

	Valeur brute au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2018
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Frais établissement	91 367					91 367
Fonds acquis ou reçus	392 377 523	900 000		1 338 344	993 666	392 932 845
Fonds réévalués en 1976						
Autres immobilisations incorporelles	88 576 989	2 717 573		342 004	72 927	91 025 489
TOTAL	481 045 879	3 617 573		1 680 348	1 066 593	484 049 700

4.1.2. Immobilisations corporelles et financières

	Valeur brute au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2018
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Terrains	11 192 636					11 192 636
Constructions sur sol propre	313 237 262	26 655 811		3 258 111	844 826	337 479 788
Construction sur sol d'autrui	258 159 519			6 939 669	607 393	251 827 243
Instal générales, agencement	790 182 573	53 740 611		17 531 729	4 000 769	830 392 223
Installations, matériels	697 183 101	28 690 477		28 523 443	2 761 622	700 111 756
Autres immos. Corporelles :						
Installations techniques, matériels et outillages						
Matériel de transport	419 680			20 323		399 357
Matériel de bureau et informatique, mobilier	95 381 909	3 147 354		3 682 507	320 993	95 167 749
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations en cours	48 870 629	68 631 902	76 590 771	12 994	39 617	40 938 384
Avances et acomptes	4 902 364		4 081 477			820 887
TOTAL IMMOS CORPORELLES	2 219 529 672	180 866 155	80 672 248	59 968 776	-8 575 220	2 268 330 024
Participations	71 226 289	26 872 323		518 000	-13 602 993	83 977 619
Autres immobilisations financières	8 727 313	-1 855 814		71 009	37 378	6 837 867
TOTAL IMMOS FINANCIERES	79 953 602	25 016 509		589 009	-13 565 615	90 815 486
TOTAL	2 299 483 274	205 882 664	80 672 248	60 557 785	-4 990 395	2 359 145 510

4.1.3. Amortissements des immobilisations incorporelles

	Amortissement au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2018
Frais établissement	91 367					91 367
Fonds acquis ou reçus						
Fonds réévalués en 1976						
Autres immobilisations incorporelles	86 241 695	5 056 359	306 266		38 204	91 029 992
TOTAL	86 333 062	5 056 359	306 266		38 204	91 121 358

4.1.4. Amortissements des immobilisations corporelles

	Amortissement au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2018
Terrains						
Constructions et agencements	917 153 001	73 065 182	23 298 011		2 242 805	969 162 977
Installations - Matériels	506 214 118	48 948 785	27 487 199		1 011 244	528 686 948
Autres Immos corporelles	78 503 927	8 277 498	3 662 803		120 252	83 238 874
TOTAL	1 501 871 046	130 291 465	54 448 014		3 374 301	1 581 088 798

4.1.5. Malis Techniques

	Montant Net à l'ouverture	Montant Brut à la clôture	Amortissements	Provisions pour dépréciation	Montant Net à la clôture
Fonds de Commerce	88 601 706	105 484 352		26 581 033	78 903 319
Terrain	564 438	564 438			564 438
Construction	1 468 360	2 113 229	858 821		1 254 409
Autres immobilisations corporelles					
Titres de Participation	72 704	502 783		430 078	72 704
TOTAL	90 707 208	108 664 802	858 821	27 011 111	80 794 870

4.1.6. Stocks d'immobilisations

	Valeur brute au 31/12/2017	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur brute au 31/12/2018	Provisions	Valeur nette au 31/12/2018
NEANT							
TOTAL							

4.1.7. Etat des échéances et des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut au 31/12/2018	Moins d'un an	Plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	8 483 025	215 073	8 267 952
Créances rattachées à des participations	1 687 786	296	1 687 490
Prêts	218 752	214 776	3 976
Autres immobilisations financières	6 576 487	1	6 576 486
ACTIF CIRCULANT :	2 159 921 332	2 159 921 332	0
Créances clients	1 256 355 098	1 256 355 098	
Etat : impôts et taxes diverses	47 597 304	47 597 304	
Autres créances	807 898 850	807 898 850	
Charges constatées d'avance	48 070 080	48 070 080	
TOTAL	2 168 404 357	2 160 136 405	8 267 952
Montants des prêts accordés au cours de l'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	4 970		

4.1.8. Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Autres Immobilisations financières	296
Créances clients et comptes rattachés	10 981 658
Autres créances	472 302 527
Disponibilités	
TOTAL	483 284 481

4.2. PASSIF

4.2.1. Capital Social

Le capital social est de **100 347 710** euros divisé en **20 069 542** actions de chacune **5** euros.

Aucune modification sur l'année.

4.2.2. Variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Distributions de dividendes	Affectation du résultat N-1	Virement de poste à poste	Apports, fusions	Clôture
Capital	100 347 710							100 347 710
Prime d'émission, fusions, Apport	265 663 374						-428 375	265 234 999
Ecart de réévaluation								
Réserve légale	10 034 771							10 034 771
Réserves réglementées								
Autres réserves	189 734					7 275		197 009
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice	26 499 070		51 456 642	-26 491 795		-7 275		-51 456 642
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées	84 479 498	16 649 817	15 448 756				428 376	86 108 935
TOTAL	487 214 157	16 649 817	66 905 398	-26 491 795			1	410 466 782

4.2.3. Détail des provisions par nature

	Valeur brute au 31/12/2017	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2018
Provisions réglementées :	84 479 498	16 649 817	15 448 755	428 375	86 108 935
- Amortissements dérogatoires	84 479 498	16 649 817	15 448 755	428 375	86 108 935
- Provisions pour hausse de prix					
- Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques et charges :	160 259 427	79 017 778	44 681 412	115 006	194 710 800
- Provisions risque clients	7 095 387	3 895 986	4 911 053		6 080 320
- Provisions risque fournisseur	6 718 186	3 156 075	5 568 036		4 306 226
- Provisions risque personnel	3 132 320	728 809	1 427 675		2 433 454
- Provisions risques litige contrats procès	19 381 036	4 583 075	8 331 195		15 632 916
- Provisions autres risques	18 894 207	31 494 904	11 201 301	45 800	39 233 610
- Provisions charges IDR	104 539 240	1 217 539	12 782 623	69 206	93 043 362
- Autres provisions pour charge	499 051	33 941 390	459 529		33 980 912
Provisions pour dépréciation :	196 146 167	114 341 918	50 786 602	587	259 702 206
- Sur immobilisations incorporelles	74 226 151	48 457 440	33 609		122 649 983
- Sur immobilisations corporelles	14 257 410	10 613 921	6 649 228		18 222 104
- Sur immobilisations financières	27 489 504	2 741 847	602 755		29 628 596
- Sur stock	19 159 287	17 186 971	19 159 287		17 186 971
- Sur actif circulant clients douteux	57 301 314	33 121 921	22 435 721	587	67 988 238
- Sur actif circulant fournisseurs débiteurs	3 712 499	2 219 818	1 906 002		4 026 315
TOTAL	440 885 092	210 009 513	110 916 769	543 968	540 521 941
Dont :					
- Exploitation		77 871 002	83 523 104		
- Financier		7 273 251	4 864 596		
- Exceptionnel		125 471 289	22 591 120		

4.2.4. Etat des échéances des dettes

DETTE	Montant brut au 31/12/2018	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 103 845	388 157	715 688	
Emprunts et dettes financières divers	13 239 225	62 498	654 222	12 522 505
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 683 465 930	2 683 465 930		
Personnel et comptes rattachés	87 376 999	87 376 999		
Dettes sécurité sociale et organismes sociaux	86 498 203	86 498 203		
Dettes fiscales	129 912 299	129 912 299		
Autres dettes	138 932 019	138 932 019		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	45 820 245	45 820 245		
Produits constatés d'avance	846 890	846 890		
TOTAL	3 187 195 655	3 173 303 240	1 369 910	12 522 505
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	854 071			

4.2.5. Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Emprunts et dettes établissements de crédit	1 952
Fournisseurs et comptes rattachés	246 376 224
Dettes fiscales et sociales	219 032 431
Autres dettes	77 081 118
Fournisseurs et comptes rattachés Immobilisations	39 581 980
TOTAL	582 073 705

4.2.6. Charges et produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	TOTAL
Charges constatées d'avance	48 070 080			48 070 080
Produits constatés d'avance	846 890			846 890

4.3. RESULTAT

4.3.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Montants
<u>Répartition par secteur d'activité :</u>	
- Ventes de marchandises en l'état	21 234 453 364
- Productions de biens	789 715 224
- Prestations de services	181 975 250
	22 206 143 838
<u>Répartition par marché géographique :</u>	
- France	22 136 974 012
- Etranger	69 169 826
	22 206 143 838

4.3.2. Produits et charges exceptionnels

Produits et charges exceptionnels	Montants
Produits exceptionnels :	35 857 811
- Sur opérations de gestion	8 909 016
- Rentrées sur créances amorties	49 527
- Produits de cession sur immobilisations incorporelles	1 506 024
- Produits de cession sur immobilisations corporelles	2 575 158
- Produits de cession sur immobilisations financières	268 183
- Autres produits sur opérations en capital	
- Reprise et Reliquats amortissements dérogatoires	15 448 756
- Reprise provisions pour investissements	
- Reprise provisions pour hausse de prix	
- Reprise provisions risques légaux	
- Reprise provisions pour litiges divers	
- Reprise provisions autres risques et charges	521 579
- Reprise provisions dépréciation d'actif	6 579 568
Charges exceptionnelles :	135 956 552
- Sur opérations de gestion	15 046 663
- Frais de personnel	1 740 985
- Amendes et Pénalités	1 269 969
- Valeur comptable des immobilisations incorporelles cédées	1 346 256
- Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	5 548 589
- Valeur comptable des immobilisations financières cédées	268 000
- Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	
- Dotations aux amortissements dérogatoires	16 652 886
- Dotations provisions pour investissement	
- Dotation provisions pour hausse de prix	
- Provisions pour risques légaux	
- Dotations provisions pour litiges divers	1 070 444
- Dotations provisions autres risques	33 941 399
- Dotation provision dépréciation d'actif	59 071 361

4.3.3. Participation des salariés

La société entre dans le champ de l'accord dérogatoire de la participation groupe dont les éléments de calcul et le périmètre ont été renégociés avec les partenaires sociaux le 29/06/2018.

4.3.4. Impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	9 598 156	-48 931 492
Résultat exceptionnel - participation	-100 596 343	
Contribution sociale de 3.3 %		
Ecart IS N-1		9 389 947
TOTAL :	-90 998 187	-39 541 545
Les avoirs fiscaux et crédits d'impôt sont déduits de l'impôt sur résultat courant. Les plus ou moins values et les corrections d'ordre fiscal sont retenues en fonction de leur nature.		

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

Le montant des emprunts contractés auprès des établissements de crédits s'élève à **1 101 893** euros.

5.2. IMMOBILISATIONS EN CREDIT BAIL

	Terrains	Constructions	Installations, matériels, outillages	Autres (Matériel informatique)	Total
Coût d'entrée					
Amortissements :					
- Cumul exercices antérieurs					
- Dotations exercices					
VALEUR NETTE					
Redevances payées					
- Cumul exercices antérieurs					
- Montant de l'exercice					
TOTAL					
Redevances restant à payer					
- A un an au plus					
- A plus d'un an et moins de 5 ans					
- A plus de 5 ans					
TOTAL					

NEANT

5.3. ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

	Situation en fin d'exercice	Montant de l'impôt
CREANCES :		
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation		
Provisions pour dépréciation Immobilisations		
Provisions pour dépréciation des stocks	17 186 971	5 728 990
Provisions pour dépréciation autres actifs circulants		
Provisions Risques et Charges	138 078 100	46 026 033
Participation	482 232	160 744
Provisions pour congés payés		
Contribution sociale de solidarité, taxe sur les grandes surfaces	33 907 941	11 302 647
Abattements sur stock	2 207 999	736 000
Fidélité	1 468 504	489 501
TOTAL :	193 331 747	64 443 916
DETTES :		
Provisions Risques et Charges		
Provisions réglementées :		
- Provision pour hausse des prix		
- Amortissements dérogatoires	86 108 935	28 702 978
Subventions d'équipement		
Plus-values de fusion restant à réintégrer		
Coupons d'obligations non déchus		
TOTAL :	86 108 935	28 702 978
ELEMENTS A IMPUTER :		
Moins-values à long terme		
Amortissements différés		
Déficits reportables fiscalement		
TOTAL :		
ELEMENTS DE TAXATION EVENTUELLE :		
Réserve spéciale des plus-values à long terme		
Provision pour investissement		
TOTAL :		

5.4. INCIDENCES DES DISPOSITIONS FISCALES SUR LE RESULTAT

Incidence des dispositions fiscales sur le résultat	Montants
Résultat net de l'exercice	-51 456 642
Impôt sur les bénéfices et contributions additionnelles (y compris impact CICE et CIR)	-39 541 546
Résultat avant impôt	-90 998 188
<u>Variation des dotations et reprises de provisions réglementées :</u>	1 201 062
- Amortissements fiscaux dérogatoires	1 201 062
- Provision pour hausse des prix	
- Provision pour investissement	
Résultat avant impôt hors incidences des dispositions fiscales	-89 797 126

5.5. VENTILATION DE L'EFFECTIF

Effectifs	Personnel salarié
Cadres	1 869
Agents de maîtrise	1 400
Employés, ouvriers	23 150
TOTAL :	26 419

5.6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.6.1. Les engagements liés à la responsabilité d'associé

Engagements	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	TOTAL
Engagements liés à la responsabilité d'associé (1)		258 452	648 737		907 189
TOTAL :		258 452	648 737		907 189

(1) La quote-part de la société dans l'actif de ces SNC ou SC est de : 89862

5.6.2. Les engagements donnés et les engagements reçus

Engagements donnés	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à la trésorerie :				
- Cautions	8 250 000	8 250 000		
- Nantissements	815 996	312 040	503 956	
- Autres	54 320	19 024	35 296	
Liés aux acquisitions de titres :				
- Engagements d'achats de titres				
- Garanties de passifs				
- Engagement vente de titres	3 432 000	1 298 000	623 000	1 511 000
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements d'achat de fonds				
- Engagements de vente de fonds				
Liés aux locations	371 915 320	166 730 137	176 903 196	28 281 987
Liés aux prestations de services	8 000 000	5 500 000	2 500 000	
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion	18 343 834	25 000	190 000	18 128 834
TOTAL	410 811 470	182 134 201	180 755 448	47 921 821
Engagements reçus	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion	172 030 041	38 382 332	113 166 640	20 481 069
Créances garanties	328 948 861	239 591 604	53 011 141	36 346 116
Liés aux acquisitions de titres :				
- Options d'achat de titres				
Liés aux acquisitions de biens immobiliers :				
- Options de biens immobiliers				
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements de ventes de fonds				
Liés aux locations	3 607 735	1 746 841	1 440 644	420 250
Liés aux locations gérance	17 642 681	16 410 833	1 231 848	
TOTAL	522 229 318	296 131 610	168 850 273	57 247 435



5.7. IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de :

CARREFOUR SA

Au capital de 1 973 132 097,50 euros

Ayant son siège social à : MASSY Cedex (91300)

93, Avenue de Paris

R.C.S EVRY 652 014 051

5.8. INTEGRATION FISCALE

Notre société est intégrée fiscalement depuis le 01/01/2002 dans Carrefour SA.

L'impôt constaté par notre société est celui qu'elle aurait supporté si elle était restée imposée séparément.

Cet impôt est détaillé au point 4.3.4

5.9. TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

(cf. pages suivantes.)



5.9 - TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATION AU 31/12/2018 EN EUROS

PARTICIPATIONS	CAPITAL	AUTRES CAPITAUX PROPRES	QUOTE PART CAPITAL DETENU	VALEUR BRUTE TITRES	MALI SUR TITRES	PROVISION AU 31/12/2018	PROVISION MALI SUR TITRES	VALEUR TITRES NETTE	PRETS ET AVANCES CONSENTIES	CAUTIONS ET AVAL FOURNIS	CHIFFRE D'AFFAIRE DERNIER EXERCICE	RESULTAT DERNIER EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSES	OBSERVATION
A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCEDE 1% DU CAPITAL DE LA SOCIETE ASTREINTE A PUBLICATION														
1) FILIALES (50% au moins du capital)														
LA CRAU DIS	SAS	64 000,00	4 042 236,00	50,00	1 036 300,00	-	-	1 036 300,00	500 000,00	-	-	279 996,00	-	
MADIS	SAS	15 244,00	270 000,00	50,00	1 422 667,38	164 377,38	-	1 258 290,00	150 000,00	-	-	30 000,00	-	
SALACA Beautiran	SAS	145 856,00	83 114,00	50,00	1 851 787,00	418 813,00	-	1 432 974,00	515 937,91	-	-	300 000,00	-	
TROTTEL DISTRIBUTION	SAS	470 210,00	4 363 495,00	50,00	6 070 000,00	-	-	6 070 000,00	-	-	2 204 663,70	734 938,80	-	
UNIVU	SAS	37 000,00	5 782 817,00	74,00	5 374 949,00	-	5 374 949,00	-	-	-	628 536,50	55 101,01	-	
DISEVAL	SARL	15 300,00	883 941,00	74,00	11 339 980,00	-	-	11 339 980,00	-	-	4 005 772,57	- 1 030 796,84	-	
LESCHENES	SAS	248 672,00	3 032 593,00	81,60	2 583 493,00	-	-	2 583 493,00	-	-	-	2 498,42	-	
STELAUR	SA	60 979,61	864 900,00	99,92	5 609 277,11	4 781 374,47	-	827 902,64	-	-	4 066,96	- 8 912,03	-	
ZORMAT	SAS	110 496,00	846 118,00	99,99	5 554 305,00	804,27	-	5 553 500,73	-	-	362 477,20	63 796,70	-	
BELLEVUE DISTRIBUTION	SAS	1 323 150,00	95 127,41	100,00	6 914 006,67	1 676 998,73	-	5 237 007,94	-	-	15 186 763,35	- 116 555,41	-	
CARDADEL	SAS	627 552,00	404 887,92	100,00	6 128 076,62	4 248 835,11	-	1 879 241,51	-	-	4 631 141,97	- 68 232,00	-	
PHIVETOL	SAS	514 210,00	1 241 209,00	100,00	3 023 821,65	410 922,11	1 698 371,97	410 922,11	503 605,46	-	10 497 790,99	- 422 485,92	-	
SODISAL	SAS	3 798 020,00	3 370 342,00	100,00	9 218 922,68	19 156,11	9 218 922,68	19 156,11	38 312,22	-	15 199 069,96	- 839 797,67	-	
MAJOR	SAS	188 838,00	180 549,00	100,00	2 895 465,00	227 535,00	-	2 667 930,00	-	-	557 510,69	- 233 683,52	-	
VICIENSE	SAS	360 000,00	269 055,00	100,00	1 603 631,00	-	-	1 603 631,00	-	-	190 833,82	- 248 937,74	-	
2) PARTICIPATIONS (de 10 à 49% du capital)														
MASSEINE	SA	74 240,00	1 160 293,00	12,07	1 594 206,00	516 124,66	-	1 078 081,34	-	-	-	180 000,00	-	
PAS DE MENC Vimont sur Verdon	SAS	-	-	24,00	2 000 629,00	-	-	2 000 629,00	-	-	-	-	-	
NASOCA	SA	60 980,00	162 626,00	49,95	1 961 864,25	708 135,83	-	1 253 728,42	226 677,41	-	-	33 330,00	-	
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS (DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE N'EXCEDE PAS 1% DU CAPITAL DE LA SOCIETE ASTREINTE A PUBLICATION)														
FILIALES FRANCAISES +50%					3 703 279,38			3 703 279,38	53 061,25				330 000,00	
FILIALES ETRANGERES								0,00						
PARTICIPATIONS FRANCAISES -50%					2 409 149,95	72 704,22	87 827,16	2 248 618,57	241 813,36				54 177,40	
PARTICIPATIONS ETRANGERES								0,00						
TOTAL		8 114 747,61	5 040 107,33	1 315,53	82 295 810,69	502 782,44	29 123 069,26	430 078,22	52 239 880,77	1 687 489,93	-	53 468 627,71	- 1 961 397,04	384 177,40

